

Blockchain for government and public services

Rapport thématique préparé par le European Union Blockchain Observatory & Forum

Catégorie de tensions	Extraits du rapport		Tension identifiée	Analyse contextuelle	Note d'interprétation				
	Extraits	Page et paragraphe			Lien avec la ventriloquie	Lien avec l'imaginaire sociotechnique	Acteurs impliqués	Recommandations	Comparaison internationale
Tension entre la portée de responsabilité des gouvernements due à la décentralisation proposée par les blockchains	Blockchain-based e-voting systems replicating trust in election authorities with trust in the protocol. That means that the protocol works as advertised (no bugs or flaws) and that it cannot be manipulated. There are major caveats.	Page 14, paragraphe 3							
	To what extent do we want self-sovereign identity systems to be fully distributed, or can we do some amount of centralisation? Where should identity data be stored, and who should have access to it? While the idea of having full control over identity data sounds good in theory, it also carries with it grave	Page 21, paragraphe 5	La blockchain promet la décentralisation et donc de faire passer la confiance dans la technologie, mais la réglementation exige des garanties en termes de conformité aux lois et aux normes actuelles. Passer à un nouveau système, oui, mais seulement s'il est plus efficace.	Les propriétés immuables et transparentes de la blockchain sont des contraintes pour les États, car celles-ci apparaissent comme un détournement des pouvoirs publics.	Les gouvernements utilisent les réglementations européennes comme voie pour mettre l'accent sur la protection des données personnelles et la conformité légale. Les défenseurs de la blockchain utilisent l'idée des États et de leur gestion des biens communs pour démontrer que les nouvelles technologies sont capables de proposer un système plus efficace.	La blockchain reflète l'idéologie d'un gouvernement numérique transparent et décentralisé, mais se heurte à la réalité des lois actuelles créées pour des gouvernements gérés par des instances humaines.	Développeurs de blockchain, Gouvernements nationaux	Investir dans des modèles hybrides de blockchain publique et privée. Utiliser les jetons comme une entrée des gouvernements dans les blockchains. Créer des cadres de collaboration entre régulateurs et techniciens.	La Chine a privilégié une blockchain centralisée pour garantir un contrôle étatique. L'État est le détenteur et régulateur de la blockchain.
	Governments could potentially use blockchain-based tokens in non-monetary ways as well, for example as a type of e-voucher that can be exchanged for government services. Such vouchers could be issued in rewards for community-oriented behaviour, for example, like recycling or offering surplus energy from your home back to the neighborhood.	Page 24, paragraphe 3							
Tension entre la centralisation du pouvoir par les gouvernements utilisant des blockchains publiques et les enjeux de confidentialité des données des citoyens dans une blockchain contrôlée par l'État	Having a shared ledger implies a shared data format. This should make it easier for regulators to aggregate the information they receive and turn it into meaningful insights. All of this would give regulators a far richer, more accurate and more timely view of the state of markets or supply chains at any given time.D13.D13	Page 15, paragraphe 6							
	In critical supply chains, governments would likewise become more quickly aware of problems like food shortages or tainted food. This would allow them to intervene more quickly and accurately in the event of product recalls or public advisories. Such systems could also be useful in monitoring critical infrastructure, such as power grids, allowing for more efficient oversight than can be imagined in an emergency. In the same vein, they can integrate that public-health officials could benefit from more real-time data on its epidemics, or disaster relief officials during a natural disaster.	Page 15, paragraphe 7	Les principes de transparence dans la blockchain sont à double tranchant car cette transparence peut se retourner contre elle et devenir un outil de contrôle pour les États, tout serait régi dans un grand livre infalsifiable. Mais la gestion de ce livre serait concentrée dans l'État.	La tension entre la transparence apportée par la blockchain et le contrôle que celle-ci pourrait imposer est à double tranchant pour les citoyens et les dirigeants.	Les institutions réglementaires et les défenseurs de la vie privée expriment leurs préoccupations à travers la nécessité de garantir à la fois la sécurité des données et la transparence des processus. Les gouvernements utilisent les discours des blockchains pour légitimer un système plus contrôlé et efficace pour les citoyens.	Le rôle d'une transparence d'un contrôle total offert par la blockchain est un imaginaire collectif important, car les chaînes d'approvisionnement pourraient être contrôlées en continu et donc faire disparaître des droits de manipulations ou de contrebande.	Gouvernements, Développeurs de blockchain	Adapter les blockchains à des modèles permissionnés selon les besoins de chaque cas.	Les blockchains apportent avec elles un système partenarial s'il est mal introduit, ou à l'inverse, elles peuvent également montrer un marché libre de concurrence, encadré à des travers économiques.
	This could aid in implementing the "see-only principle" as enshrined in the European e-Government Action Plan 2016-2020, which aims to reduce the administrative burden for citizens, institutions and companies in the EC by allowing them to provide certain kinds of standard information to authorities once, which the authorities can then re-use.	Page 18, paragraphe 5							
	To be effective, however, blockchain-based KYC/AML registries would need harmonised regulatory requirements and standards across Member States. This is a something that EU regulators will need to address.	Page 16, paragraphe 4							
	In deciding which way to go, we think there are many factors that governments should keep in mind. They will want, of course, to evaluate the costs involved. An ideal platform should also be easy for various government agencies to use and its own end users and also be conducive to data sharing and creating interoperability processes across agencies.	Page 22, paragraphe 3	Les besoins locaux ou spécifiques des gouvernements nationaux sont compliqués à mettre en résonance avec les principes de la blockchain et la décentralisation des gouvernements.	Les besoins locaux des États membres, comme l'identité numérique ou les registres fonciers, se heurtent aux efforts de standardisation européenne.	Les États membres de l'UE s'expriment à travers des lois adoptées au niveau national, tandis que la Commission européenne s'exprime à travers des lois européennes devant primer sur les lois nationales.	L'idée d'une blockchain uniformisée au niveau européen contrôle les particularités culturelles, administratives des pays, et donc les imaginaires sociotechniques ne se lient plus à la culture, mais s'imposent à celle-ci.	Encourager des initiatives nationales tout en fournissant un cadre global flexible, mais qui doit être adapté. Soutenir des consortiums nationaux pour expérimenter locallement avant une généralisation des standards.		L'Estonie et la Suède ont mis en œuvre des projets blockchain localisés, tandis que des régimes comme l'Axe du Sud Est utilisent des modèles hybrides locaux et régionaux de blockchain. L'application au cas par cas est plus utile qu'une application globale.
Tension entre réglementation européenne et l'utilisation des réglementations de chaque pays européens	In Sweden, for instance, one hurdle to implementing the blockchain land registry is a law that states that the contracts for transferring land title deeds must be on paper. While blockchain is, by nature, one of the most trustworthy entity services available, it is the useless if the law doesn't recognize blockchain-attested data. Legal harmonisation between Member States will also be crucial if we want to see the implementation of cross-border use cases.	Page 26, paragraphe 4							
	Let us be clear in the above use cases, what is proposed is generally not the storage of the data itself in a blockchain network. Rather, the blockchain is used to store proofs that off-chain data is genuine, and/or to store a record of who has access to what data. This allows data owners to store their personal and medical data in secure locations of their choosing, rather than allow large numbers of health providers to store the same data (sometimes in antiquated and poorly IT systems).	Page 13, paragraphe 2							
	What is a promising way forward that unlocks middle ground between these two extremes is the permissioned Blockchain as a Service model (PBaaS). This is basically a flexible, cloud-based shared infrastructure that hosts different protocols as well as developer tools, and an integrated development and operations environment. This would allow agencies to relatively quickly evaluate and choose preferred technology, build proofs of concept and test the results.	Page 22, paragraphe 6	La blockchain est perçue comme une simple solution de stockage plutôt que comme une technologie révolutionnaire et complète.	L'usage limité de la blockchain comme outil de stockage réduit son potentiel d'innovation dans les secteurs de santé mettant en avant les contraintes techniques pour limiter l'utilisation de la blockchain à des cas d'usage de stockage, au lieu de favoriser son application pour l'innovation.	Les gouvernements et les institutions de santé mettent en avant les contraintes techniques pour limiter l'utilisation de la blockchain à des cas d'usage de stockage, au lieu de favoriser son application pour l'innovation.	L'imaginaire de la blockchain comme infrastructure de transformation économique et sociale est restreint par des pratiques qui la considèrent comme une technologie secondaire.	Soutenir des projets pilotes qui intègrent pleinement la blockchain dans des processus complexes, comme la gestion des données médicales ou des services administratifs, afin de démontrer son utilité au-delà du simple stockage.		Des pays comme l'Estonie exploitent la blockchain de manière plus intégrée dans l'administration publique, en l'utilisant comme une infrastructure complète et non comme un simple registre ou stockage.